

**HAYEK ET PINOCHET :
ULTRA LIBÉRALISME ET TERREUR POLITIQUE**

Dorval Brunelle

Professeur au département de sociologie,
directeur du GRIC, UQAM

Conférence donnée le
11 septembre 2003

Pour souligner les trente ans du coup d'État perpétré le 11 septembre 1973 par le général Pinochet contre le président Salvador Allende, je voudrais montrer en quoi et comment, la profonde défiance de l'ultra libéralisme vis-à-vis de l'ordre politique peut servir à expliquer sa prédilection pour les dictatures et les dictateurs. Cet argument¹ prend le contre-pied d'une interprétation qui a cours chez certains auteurs en sciences politiques, selon laquelle la sanction des paramètres d'une économie néo-libérale ne saurait ni ne devrait être compromise de quelque façon que ce soit avec la manière violente dont la transition politique préalable à cette sanction a pu être imposée au point de départ. Le cas que l'on cite le plus souvent à l'appui de cet argument, c'est celui du Chili.

Le raisonnement est le suivant : l'idéologie néo-libérale et la mise en place de programmes économiques sous l'égide des monétaristes et autres néo-libéraux n'ont rien à voir avec le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili dont les causes proches aussi bien que lointaines doivent être recherchées au sein de l'ordre politique lui-même. D'ailleurs, Gary S. Becker, prix Nobel d'économie 1992, président de la Société du Mont Pèlerin 1990-92 et membre du Hoover Institute ainsi que du Cato Institute écrit, dans « *What Latin America Owes to the Chicago Boys* »² que le général Pinochet s'est tourné vers les *boys* « en désespoir de cause » (« *in desperation* ») après que sa politique économique autoritaire ait essuyé de cuisants échecs. Et il poursuit son raisonnement en écrivant que, suite à cette expérience, l'Amérique latine au complet, ou tant s'en faut, a contracté une dette importante vis-à-vis des thèses en question. Or Becker se trompe. Le monétarisme et l'idéologie néo-libérale comptaient déjà d'importants thuriféraires et défenseurs à l'Universidad Catolica et le général Pinochet fera appel aux idéologues néo-libéraux et leur confiera d'importants postes dans des ministères à vocation économique au lendemain du coup d'État.

Mais, selon plusieurs analystes, ce fait à lui seul ne devrait pas nous conduire à lier de manière étroite l'idéologie économique aux événements politiques et, en particulier, au renversement du gouvernement Allende par l'armée. À preuve, soutient-on, la même idéologie et les mêmes programmes économiques ont été appliqués et sanctionnés à peine six années plus tard au Royaume-Uni dans la foulée de la victoire électorale de Margaret Thatcher en 1979 et, même si on a assisté là-bas à la contestation de cette économie politique et à des mouvements de grèves

¹Ce texte reprend le filon de quelques développements qui ont fait l'objet du ch. 7 de *Droit et exclusion. Critique de l'ordre libéral*, Montréal et Paris, L'Harmattan 1997, pp. 163-182. J'ajoute que l'idée de rapprocher Hayek et Pinochet n'est pas originale. Elle est empruntée à John Quiggin qui a écrit un texte portant le titre « *Hayek and Pinochet* » en septembre 2002 (www.mentalspace.ranters.net) qui reprend à son tour celui d'un article que Juan T. Lopez a publié dans *El Pais*, le 22 juin 1999.

² En ligne : www-hoover.stanford.edu/publications/

importants contre les mesures de privatisation imposées par le gouvernement conservateur, ni l'accession au pouvoir ni le maintien au pouvoir n'ont exigé le recours à l'armée. Ainsi que l'écrit Robert Lombardi, le cas du Chili se distinguerait à cet égard non seulement de celui du Royaume-Uni, mais aussi de celui des États-Unis de Ronald Reagan; il écrit : « l'autorité légitime ayant été sapée tout au long des années 1964-1973, cela crée un vide de pouvoir (« *power vacuum* ») au cœur des institutions politiques et sociales du Chili. (En conséquence) la nature de la crise avait peu de choses à voir avec l'appui ou l'opposition aux thèses économiques défendues par les monétaristes, les keynésiennes ou les socialistes »³.

Je voudrais m'inscrire en faux contre ces interprétations et montrer que, loin de constituer un univers séparé de la politique et du politique, une certaine école libérale, et l'ultra libéralisme défendu par Friedrich von Hayek, en particulier, entretient une défiance atavique vis-à-vis du politique, défiance qui permettrait de comprendre non seulement les *affinités électives* spontanées entre l'ultra libéral et le dictateur, mais surtout, et beaucoup plus significativement, le rôle décapant, sinon même le renversement, que l'ultra libéralisme permet d'opérer à l'intérieur de l'ordre politique lui-même. La tenue de la Rencontre régionale de la Société du Mont Pèlerin à Vina del Mar en 1981 apparaît hautement symbolique du soutien que la Société et Hayek lui-même accordaient à l'expérimentation économique en cours à ce moment-là au Chili. Or, en vertu de ce renversement, comme l'a si naïvement exprimé le président Ronald Reagan dans son discours inaugural le 20 janvier 1981, « le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes, le gouvernement *est* le problème » (« *government is not the solution to our problems, government is the problem* »). En d'autres mots, l'ultra libéralisme exige une transformation profonde de la gouverne politique, transformation en vertu de laquelle l'exercice du pouvoir est appelé à se retourner contre le pouvoir. Ce retournement du sens et de la portée du pouvoir politique conduit à une transformation profonde de la gestion et de l'administration du bien public. L'ultra libéralisme joue alors un rôle capital dans la transmutation de l'État, des gouvernements et des pouvoirs publics qui, renonçant à assumer le rôle de promoteurs des biens publics et de protecteurs des peuples, se transforment en prédateurs. Or un bouleversement de cet ordre ne peut pas être enclenché ni sanctionné sans recours à la violence. D'ailleurs, on peut voir que, plus forte et plus dense sera la solidarité politique, plus dure sera la répression.

Pourquoi cela et en quoi l'ultra libéralisme est-il si fortement compromis dans la terreur politique?

³ Voir, R. Lombardi, : "Chile's National Economic Policies 1973-1983", Mémoire de maîtrise, Université York, 1988.

Pour répondre à la question, je procéderai en deux temps : dans un premier temps, j'effectuerai un retour en arrière sur les organisations ultra libérales et ultra conservatrices aux Etats-Unis; ces rappels permettront de rappeler quelques initiatives préalables au déclenchement d'une soi-disant « révolution conservatrice » aux États-Unis. Dans un deuxième temps, je voudrais aller plus loin et montrer comment la terreur politique est inscrite au cœur même de la théorie ultra libérale de Hayek, en particulier.

La marche vers le pouvoir

Dans une étude publiée en 1964, Arnold Forster et Benjamin R. Epstein établissaient la différence entre la droite radicale et les ultra-conservateurs («*The Extreme Conservatives*») de la manière suivante:

La mythologie de la droite radicale diffère en degré et en intensité de l'approche des ultra-conservateurs, mais pas en nature [...] la différence de base tient au fait que, contrairement à la droite radicale, les ultra-conservateurs ne tendent pas à imputer le soi-disant socialisme [prévalant aux USA] à un complot tramé en haut-lieu, mais plutôt à l'aveuglement, à la stupidité et à l'incompétence de la part des quatre [derniers] présidents et de leurs aviseurs libéraux⁴. En conséquence, les politiques et les stratégies appliquées depuis la présidence de F.D. Roosevelt mèneraient les Américains sur «la route de la servitude». À cet égard, les ultra-conservateurs avancent et défendent une approche beaucoup plus sophistiquée intellectuellement que ce n'est le cas pour la droite radicale. Or, parmi les moyens mis en œuvre, le recours aux sociétés inter collégiales d'individualistes au tournant des années soixante semble avoir été une stratégie déterminante dont les effets atteignent leur pleine mesure aujourd'hui, près d'une trentaine d'années plus tard, c'est-à-dire au moment où il apparaît de plus en plus clairement à quel point l'influence conjuguée de Hayek, von Mises et Friedman sur les politiques fiscales et budgétaires de la Maison Blanche durant les règnes des présidents Reagan et Bush aura été décisive⁵.

La petite histoire de la mise sur pied de ces sociétés mérite d'être esquissée à grands traits. Pour Frank Chodorov, un ancien gauchiste qui avait basculé à l'extrême-droite durant la Deuxième Guerre, la transmutation du naturel américain de l'individualisme au collectivisme avait été précipitée par la fondation, à l'instigation des écrivains Jack London et Upton Sinclair, de la *Intercollegiate Socialist Society* en 1905. Plus tard, en 1921, grâce à l'apport de personnalités du calibre de Norman Thomas, Walter Lippmann, Walter Reuther, John Dewey et Clarence Darrow, entre autres, l'ISS donne naissance à la *League for Industrial Democracy*, une association qui gagne bientôt une indéniable respectabilité intellectuelle et académique. Chodorov arrive à la conclusion que si le socialisme avait pu être implanté dans les esprits à l'époque, il n'y avait aucune raison pour que des idées adverses ne puissent être enseignées à la nouvelle génération. C'est ainsi que, lui et Frank Hanghen, tous deux rattachés à la revue *Human Events*, fondent la *Intercollegiate Society of Individualists* en 1952. De toutes les publications issues de ces rassemblements d'étudiants de droite, la *New Individualist Review*, publiée à l'Université de Chicago de 1961 à 1968, apparaît comme la plus éminente et la plus prestigieuse. Le numéro 1 de la revue, daté d'avril 1961, rassemble sur son comité

⁴ Forster, A. et B. R. Epstein, *Danger on the Right*, New York, Random House, 1964, p.xvi.

⁵ Harbour, W. R., *The Foundations of Conservative Thought*, Notre Dame University Press, 1982, p.109.

éditorial les noms de Milton Friedman, F.A. Hayek et Richard M. Weaver. C'est d'ailleurs dans ce numéro qu'apparût l'article de Friedman, «*Capitalism and Freedom*», un titre qui connaîtra une vogue impressionnante par la suite. Et même si Hayek ne contribue que deux textes sur dix-sept livraisons au total, ses travaux et ses idées sont régulièrement cités et commentés, non seulement parce que l'initiative de la création de la revue est issue de ses propres étudiants, mais également parce que, en tant que membre fondateur de la Société du Mont Pèlerin en 1947, son prestige était déjà considérable⁶. Hayek sera le premier président de la Société et il le demeurera pendant 14 années jusqu'en 1961. Depuis lors, les mandats des présidents sont limités à deux ans. À elle seule, l'arrivée de F.A. Hayek aux États-Unis en 1950 correspondait à une démarche précise définie et menée à terme au sein du corps enseignant de l'Université de Chicago, et du département d'économie en particulier. L'enjeu, à ce moment-là, était de faire face à l'emprise que s'était assurée, durant les années trente, l'institutionnalisme et John R. Commons, un des héritiers intellectuels de T. Veblen, sur le droit et son interprétation, mais avant tout, de confronter l'ascendant qu'exerçait le recours à la législation et à l'interprétation judiciaire dans le dessein de façonner les esprits et les comportements devant la montée des contradictions sociales. En définitive, ce qui est attaqué très spécifiquement c'est cette approche développée par Roscoe Pound, notamment, pour qui le législateur et le magistrat devaient s'engager sur la voie de l'interventionnisme, une démarche qui relevait alors de ce que l'on appelait le «*social engineering*». Or, à cause même de l'étanchéité prévalant entre le département d'économie et l'école de droit à l'Université de Chicago, l'engouement de certains juristes pour les idées réformistes et leur adhésion à l'école du «réalisme légal» ont poussé des économistes comme A. Director ou G. L. Stigler à mettre sur pied une école anti-interventionniste. Ainsi, grâce à une mise de fonds initiale du *William Volker Fund*, financé par un riche grossiste de Kansas City, on a par la suite procédé à rapatrier et subventionner Ludwig von Mises, qui fut rattaché à la New York University Business School, F.A. Hayek, rattaché au *Committee on Social Thought* de l'Université de Chicago et à faire embaucher Aaron Director à l'École de droit de la même université⁷. Durant les douze années qu'il a passées à Chicago, F.A. Hayek a exercé son influence depuis son poste au *Committee on Social Thought* et, même s'il ne semble pas avoir été directement impliqué dans le lancement de cette école de pensée appelée «*Law and Economics*», qui devait faire paraître la revue du même nom à compter de 1959, son ascendant sur les initiateurs du projet fut considérable.

⁶ Friedman, Milton, «Introduction», *New Individualist Review*, Liberty Press, 1981, p.ix.

⁷ Kitch, E. W., «The Fire of Truth: A Remembrance of Law and Economics at Chicago 1932-1970», *Journal of Law and Economics*, 26, 1983, p. 163-234, à la page 180.

Ainsi, que ce soit de manière directe, à travers la *New Individualist Review* ou, de façon plus diffuse, par l'entremise du lancement du *Journal of Law and Economics*, l'influence de F.A. Hayek sur l'évolution des idées de droite aux États-Unis aura été déterminante.

Ignorance et violence politique

Il convient de souligner, au départ, à quel point le rapport entre Hayek et le politique est équivoque. L'ultra libéralisme ne fait pas bon ménage avec le pouvoir politique et c'est ce qui avait un jour conduit Hayek à déclarer qu'il préférerait une «dictature libérale à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique»⁸. Cette défiance vis-à-vis du politique n'est pas une simple posture intellectuelle assumée par quelqu'un qui a mieux à faire à s'occuper d'économie, car elle occupe une place véritablement *fondationnelle* dans la doctrine hayekienne. Pour le voir, il faut revenir sur l'un des présupposés centraux de la théorie économique de Hayek, à savoir l'ignorance dans laquelle les individus sont irrémédiablement plongés quant à la disposition de leurs talents et qualifications et quant à la satisfaction de leurs besoins, désirs ou préférences. Il écrit à ce propos qu'il faut de toute nécessité partir d'un fait brut qui est : «l'ignorance nécessaire et irrémédiable où se trouve tout le monde, de la plupart des faits particuliers qui déterminent les actions de chacun des nombreux membres de la société humaine»⁹.

Et c'est bien parce que nous sommes tous et toutes ignorants au point de départ, que le marché et ses signes jouent un rôle aussi déterminant dans l'économie et la société. Ils permettent, à la condition bien sûr de n'être pas entravés, non seulement d'accroître sans fin la production des biens matériels et immatériels, mais également d'optimiser leur distribution auprès des usagers. Et c'est à dessein que j'évite d'avoir recours à la notion de citoyen dans ce contexte, parce que sa démarche exige que les uns et les autres soient ainsi envisagés comme des consommateurs aux prises avec le problème de la maximisation de leurs préférences. Selon cette conception du monde et de l'économie, l'individu est envisagé comme une entreprise en miniature. Il rationalise ses préférences et ses choix en fonction des signes que lui renvoient le marché. Dans ce contexte, et sur la base d'un individualisme aussi radical, la moindre entrave au fonctionnement du mécanisme des prix, a nécessairement des effets catastrophiques sur les échanges dans lesquels les individus sont engagés. Ainsi, aux yeux de l'ultra libéral, l'obstacle le plus insignifiant à l'opération spontanée des marchés constitue ainsi une attaque directe contre la *liberté* individuelle.

Cette démarche entraîne deux conséquences à la fois déterminantes et liées : la première conséquence la conduit à considérer comme étant purement imaginaire

⁸Cité par John Quiggin, «Hayek and Pinochet», Commentary on Australian and world events from a social-democratic perspective, 12 septembre 2002. En ligne : mentalspace.ranters.net/quiggin/

⁹ Hayek, Friedrich, *Droit, Législation et liberté*, tome 1, Presses universitaires de France, 1980, p.14.

l'existence même des préférences collectives; la seconde, à dénier toute légitimité de principe (ou *principielle*) à un pouvoir politique qui prétendrait faire droit à ces préférences collectives dans son action.

La première conséquence découle du statut qui est accordé à l'ignorance dans le schéma hayekien: si je suis au point de départ ignorant de l'action des autres êtres humains, comment pourrais-je prétendre non pas même connaître, sinon approcher les faits qui déterminent leurs actions? Pour Hayek, l'autre est une énigme que seul le marché et les échanges marchands me permettent de résoudre. En procédant de la sorte, non seulement réduit-il cet autre à ses préférences matérielles et immatérielles, mais il fait comme si les préférences collectives ne relevaient pas d'un choix rationnels, comme si elles étaient entachées d'une impertinence originelle. La seconde conséquence de son impuissance à reconnaître l'existence de choix collectifs le conduit à poser que tout pouvoir qui prétend assumer ces choix collectifs ou ces préférences collectives est, d'entrée de jeu, frappé d'impertinence théorique et il se trouve, de ce seul fait, condamné à l'illégitimité pure et simple.

Il ne suffirait pas de conclure de cette manière de poser la relation entre l'ordre économique et la théorie politique qu'elle reflète un parti-pris idéaliste, car l'essentiel ne réside pas là, sinon dans l'importance axiologique qui est accordée au marché et aux droits individuels dans la pensée ultra libérale. La revendication de liberté qui sert à la fois de prétexte et d'objectif ultime n'a pas grand chose à voir avec la liberté politique défendue par les philosophes politiques. Il s'agit de la prérogative de s'inscrire *librement* dans un ordre spontané pour transiger avec d'autres individus; il s'agit d'exercer sa liberté économique. Or, la première entrave, qui est aussi l'entrave ultime que l'on puisse exercer à l'encontre de cette liberté économique absolue, c'est celle qui, au nom de la politique et du politique, impose quelque limite à l'exercice des prérogatives de l'individu dans l'ordre spontané.

Hayek n'a de cesse de critiquer et de condamner tous les compromis politiques qui ont conduit à la démultiplication des interventions dans l'économie et le *libre* fonctionnement du marché de la part des pouvoirs publics. Les gouvernements ont, jusqu'à aujourd'hui, entravé la formation d'un marché *libre*, ils doivent désormais adopter «les règles qui conduisent à la formation d'un ordre spontané»¹⁰. Le marché occupe ainsi chez Hayek un lieu central, il est, pour paraphraser Sartre, «le lieu de la réalisation de toutes les valeurs».

¹⁰Idem, p.59.

Le critère qui permet de départager les deux ensembles de règles, l'ensemble de règles qui entrave le marché et l'ensemble qui le favorise, c'est ce que Hayek appelle la «trinité indissociable» constituée par «le droit, la liberté et la propriété»¹¹.

Le point aveugle de l'ultra libéralisme, c'est son impuissance à repérer, entre l'ordre spontané et l'État, le rôle historique joué par les groupes, par les classes et par les partis dans la transformation des fonctions du pouvoir politique lui-même. Mais c'est aussi ce point aveugle qui conduit l'ultra libéralisme à cautionner la terreur politique comme pouvoir constituant de l'ordre spontané lui-même.

¹¹Idem, p.129.

Conclusion

On comprend alors en quoi et pourquoi le recours à l'ignorance sert à la fois à priver le citoyen de la compétence de parler au nom des autres, de son groupe d'appartenance ou de sa classe sociale, et à vider le politique des préférences collectives. Dans ces conditions, liberté et démocratie se trouvent placées l'une devant l'autre, en totale opposition et, au lieu que la démocratie apparaisse comme un acquis de civilisation, elle est envisagée au contraire comme une profonde aberration programmatique.

Dans ces conditions, la démocratie ne peut pas assurer l'instauration de l'ordre de marché et l'équilibre économique de telle sorte que, pour les atteindre il faut compter sur la force, voire sur la terreur politique.